



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} avril 2014
Français
Original : anglais/français

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Reprise de la session de 2014
19-28 mai et 6 juin 2014

**Rapports quadriennaux pour la période 2009-2012
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31, par les
organisations non gouvernementales dotées du statut
consultatif auprès du Conseil économique et social**

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| 1. Maharashtra Foundation | 3 |
| 2. Migrants Rights International. | 4 |
| 3. National Tropical Botanical Garden. | 6 |
| 4. National Youth Council of Russia | 7 |
| 5. Partenariat Afrique-Canada | 9 |
| 6. Pax Romana. | 10 |
| 7. Internationale des services publics. | 12 |
| 8. Save the Children International | 14 |
| 9. Social Accountability International | 16 |
| 10. Société internationale pour le développement. | 18 |
| 11. Society for Threatened Peoples | 20 |



| | |
|--|----|
| 12. Fondation Trauma | 21 |
| 13. Verein Südwind Entwicklungspolitik | 23 |
| 14. Vrienden van Congo | 25 |
| 15. Wellesley Centers for Women | 26 |

1. Maharashtra Foundation

Spécial, 2005

Introduction

Maharashtra Foundation est une organisation unique en son genre à but non lucratif, appuyée par des bénévoles, basée aux États-Unis d'Amérique, œuvrant avec des organisations non gouvernementales (ONG) en Inde, essentiellement dans l'État du Maharashtra.

Objectifs et mission

L'organisation a pour mission de réaliser la justice sociale et économique pour tous. Elle se concentre sur l'éducation, la santé, l'autonomisation des femmes et le bien-être des enfants, en choisissant les ONG avec lesquelles elle collabore. Celles-ci doivent avoir une expérience avérée du travail sur le terrain. Les membres de l'organisation visitent les ONG lors de leur séjour en Inde et lui rendent compte de leurs activités.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Pour appuyer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, l'organisation a financé un certain nombre de projets au cours de la période 2009-2012. Dans le domaine de l'autonomisation des femmes, elle a offert des services d'hébergement pour les victimes de violence familiale. Des projets en Inde et aux États-Unis ont porté essentiellement sur l'amélioration de la sensibilisation à la violence et le renforcement de la confiance dans la lutte contre celle-ci. Dans le cadre des efforts de lutte contre la traite d'êtres humains, l'organisation a appuyé un projet offrant des services de garderie après l'école pour les enfants des travailleurs du sexe dans le quartier chaud de Mumbai, en plus de l'appui à des projets et programmes dans les quartiers de Marathwada et Amravati, dans l'État du Maharashtra.

Dans le secteur de la santé, l'organisation a appuyé des projets visant à fournir de l'eau potable aux écoles rurales de Solapur et Phaltan. Actuellement, un hôpital de 20 lits est en construction dans la zone côtière de l'État du Maharashtra. Au cours des trois dernières années, elle a organisé des camps de bien-être et de santé des jeunes avec Jnana Prabodhini, une ONG, à Harali, dans l'État du Maharashtra, où quelque 400 enfants des écoles et villages avoisinants sont examinés par des médecins (pédiatres, dentistes et psychologues) et des bénévoles des États-Unis. Les données sur la quantité d'hémoglobine ont indiqué des améliorations conformes au traitement. En 2011, la lutte contre l'infanticide féminin a été ajoutée aux activités des camps. Les femmes des villages avoisinants ont reçu l'éducation sexuelle, sanitaire et sociale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la troisième session de travail du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, tenue à New York en août 2012,

pour représenter la Janaseva Foundation de Pune, Inde. Les membres de l'organisation n'ont participé à aucune autre réunion ou conférence internationale du Conseil et de ses organes subsidiaires, dans la mesure où l'organisation a axé ses activités sur l'élaboration et la mise en œuvre des programmes et des campagnes.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités sont incluses ci-dessus dans la section intitulée « Contribution à des activités des Nations Unies ».

2. Migrants Rights International

Spécial, 2001

Introduction

L'organisation Migrants Rights International a été fondée en septembre 1994 sous l'appellation de Comité international de surveillance des droits des migrants, en marge de la Conférence internationale des Nations Unies sur la population et le développement. Depuis lors, l'organisation s'est développée pour devenir une alliance non gouvernementale de la société civile comprenant des associations de migrants, des organisations des droits de l'homme, des organisations du travail, des organisations religieuses, des universitaires et autres groupes intervenant aux niveaux local, national, régional et international.

Objectifs et mission

L'organisation a pour mission de plaider pour le respect, la protection et la réalisation de la gamme complète des droits humains des migrants à travers le monde et de promouvoir l'unité et la prise en compte des voix des migrants à tous les niveaux de l'élaboration des politiques.

Changements à signaler

En 2012, l'organisation a cofondé et coordonne actuellement une nouvelle coalition de la société civile mondiale, Global Coalition on Migration, qui réunit les plus grands réseaux de la société civile internationale et régionale consacrés aux migrations. Cet organisme rassemble et rationalise les contributions de la société civile à la mise en place de cadres et l'élaboration des politiques en matière de migration, plus particulièrement par le biais des Nations Unies et des processus connexes.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué aux activités des Nations Unies en participant aux réunions et manifestations ci-après :

a) Certaines sessions du Conseil des droits de l'homme, tenues à Genève de 2009 à 2012, au cours desquelles l'organisation a présenté des exposés oraux et

écrits et organisé des manifestations parallèles et des délégations de la société civile;

b) Neuvième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, tenue à Genève en novembre 2010, au cours de laquelle le rapport national des États-Unis a été examiné : l'organisation a coprésenté un rapport officiel et co-organisé une table ronde de la société civile avec le réseau national des droits des immigrants et des réfugiés;

c) Cinquante-quatrième, cinquante-cinquième et cinquante-sixième sessions de la Commission de la condition de la femme (New York, 2010-2012), au cours desquelles elle a organisé des manifestations parallèles et présenté des exposés oraux et écrits;

d) Seizième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Cancun (Mexique), du 29 novembre au 10 décembre 2010, au cours de laquelle elle a organisé des manifestations parallèles et présenté des documents sur les changements climatiques et leur atténuation;

e) Forum mondial sur la migration et le développement : l'organisation était membre du comité consultatif international pour les journées de la société civile et elle a organisé des délégations et des manifestations parallèles à Athènes en novembre 2009, à Puerto Vallarta (Mexique) en novembre 2010, à Genève en décembre 2011 et à Port-Louis en novembre 2012.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La participation de l'organisation a été telle qu'elle est présentée plus haut.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec le Conseil des droits de l'homme, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, le Groupe mondial sur la migration, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, le Représentant spécial du Secrétaire général pour les migrations internationales et le développement et le Bureau du Président de l'Assemblée générale, entre autres.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a corédigé et favorisé le programme de développement pour l'après-2015, faisant suite au Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement. Elle a participé aux consultations mondiales de la société civile sur la dynamique des populations pour le programme de développement pour l'après-2015.

Autres informations

Certes le Forum mondial sur la migration et le développement ne fait pas directement partie des Nations Unies, mais l'organisation a joué un rôle d'animation dans la participation et la contribution de la société civile au processus du Forum, notamment en plaidant pour une relation formelle avec le système des Nations Unies.

3. National Tropical Botanical Garden

Spécial, 1997

Introduction

La mission de l'organisation National Tropical Botanical Garden consiste à enrichir la vie par la découverte, la recherche scientifique, la préservation et l'éducation en perpétuant la survie des plantes et des écosystèmes et la connaissance culturelle des régions tropicales.

Objectifs et mission

Grâce à son réseau de jardins botaniques, de complexes de recherche et d'horticulture de pointe et de collections de ressources vivantes, l'organisation vise à mettre en place, développer, exploiter et entretenir un centre éducatif et scientifique avec des bibliothèques, des herbiers, des laboratoires et des musées pour encourager et effectuer la recherche en botanique tropicale fondamentale et appliquée; promouvoir et encourager la recherche fondamentale consacrée à la vie des plantes tropicales et étudier les utilisations de la flore tropicale en agriculture, foresterie, horticulture, médecine et autres sciences; échanger les connaissances acquises sur la botanique tropicale fondamentale et appliquée par des publications et d'autres médias; collecter et cultiver la flore tropicale; préserver des espèces de plantes tropicales menacées d'extinction; et fournir des installations qui contribuent à l'éducation, l'instruction et les loisirs du public. L'organisation a également un nouveau centre de recherche botanique d'une valeur de plusieurs millions de dollars, conçu pour être écologiquement viable, qui a obtenu la certification Or de LEED, ce qui en fait le premier bâtiment de l'île de Kauai reconnu par ce système.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les contributions ont notamment consisté à réaliser des activités qui appuyaient et faisaient progresser les efforts de conservation, échanger des données et ressources scientifiques, publier de nouveaux manuscrits botaniques, effectuer des enquêtes sur la biodiversité, appuyer des bourses de recherche des cycles supérieurs en botanique, réaliser des projets de restauration dans des réserves botaniques et exécuter des activités qui favorisent les connaissances culturelles et ethnobotaniques.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation n'a pas participé aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, aux principales conférences ou à d'autres réunions des Nations Unies au cours de la période considérée, parce qu'elle a axé ses activités sur l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de conservation des plantes indigènes et de restauration des écosystèmes ainsi que des programmes éducatifs pour les jeunes défavorisés, en travaillant directement avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales. L'organisation n'a pas participé plus activement à la mise en œuvre des programmes des Nations Unies en raison de l'insuffisance de ses fonds et de personnel représentatif, ce qui ne lui a pas permis d'assister aux réunions internationales.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Initiative mondiale contre la faim est l'une des activités les plus remarquables que l'organisation a réalisées au cours des quatre dernières années. Dans le cadre de cette initiative, Breadfruit Institute de l'organisation a fait de la recherche sur l'arbre à pain et en a propagé et distribué les plants dans les régions où sévit la faim. Elle a distribué les plants nutritifs et prolifiques de l'arbre à pain dans les pays suivants : Costa Rica, Ghana, Guatemala, Haïti, Honduras, Jamaïque, Kenya, Liberia, Madagascar, Mozambique, Myanmar, Nicaragua, Nigeria, Panama, Philippines, Ouganda, Saint-Kitts-et-Nevis et République-Unie de Tanzanie, ainsi qu'aux Bermudes, aux Îles Caïmanes, à Guam, à Hawaï, en Polynésie française, à Porto Rico et aux Samoa américaines. L'organisation a aussi poursuivi les activités de base qu'elle mène depuis une cinquantaine d'années (qui ont donné lieu au projet de l'arbre à pain), à savoir, la conservation de l'environnement naturel, la préservation de la biodiversité et la réalisation de la viabilité écologique, comme l'indiquent les activités mentionnées dans les précédentes sections. Elle a aussi mis en œuvre divers programmes d'éducation associant les enfants de tous les âges aux efforts de conservation, à la bonne intendance de l'environnement et à la préservation des pratiques ethnobotaniques; et elle les a aidés à se préparer à des carrières vertes. En outre, l'organisation a offert un programme de bourses de journalisme environnemental pour mieux préparer les journalistes à comprendre et couvrir les questions environnementales, en plus d'un programme à l'intention des enseignants des sciences pour les aider à comprendre l'environnement et à l'enseigner à leurs élèves.

4. National Youth Council of Russia

Spécial, 2009

Introduction

L'organisation National Youth Council of Russia a pour principaux objectifs d'appuyer et de coordonner les activités des organisations des jeunes et des enfants russes en vue d'encourager la protection et la réalisation de leurs intérêts et des droits des enfants et des jeunes gens.

Objectifs et mission

En vue de réaliser ces objectifs, l'organisation coopère avec les organismes législatifs, interagit avec les organismes exécutifs chargés des jeunes, prépare des séminaires éducatifs, encourage et aide les jeunes à participer à des cours de formation et autres manifestations, publie des informations et autres documents sur les organisations de jeunes et à leur intention, prend des initiatives de relations publiques et favorise les travaux des organisations des enfants et des jeunes et représente les intérêts des organisations des enfants et des jeunes Russes au niveau international. L'organisation est membre à part entière du Forum européen de la jeunesse et a le statut d'observateur à l'Assemblée mondiale de la jeunesse.

Changements à signaler

Le poste de directeur exécutif a été établi dans les statuts de l'organisation, à l'article 4.18. Le directeur exécutif peut être élu et licencié par l'organisation sur proposition de son président. Le directeur exécutif est habilité à agir sans procuration au nom de l'organisation et il représente les intérêts de celle-ci dans les relations avec les autorités publiques, les milieux d'affaires et les organisations à but non lucratif, les organisations internationales et autres; à signer les contrats et les accords impliquant l'organisation (avec obligations financières et liées à la propriété); et à nommer et licencier les membres de l'organisation, affecter les responsabilités entre eux, leur appliquer des pénalités et leur accorder des récompenses. Le directeur exécutif a le droit de signer des documents financiers, de passer des commandes, d'émettre des instructions dans les limites de sa compétence et d'assurer l'application des statuts et des documents constitutifs de l'organisation.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation met en œuvre un programme de délégués de la jeunesse dans la Fédération de Russie, en vue de donner aux représentants des jeunes de la société civile russe la possibilité de participer à des réunions des Nations Unies et de veiller à ce que les jeunes Russes fassent entendre leur voix au niveau mondial.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants de l'organisation ont participé aux réunions ci-après :

- a) Soixante-quatrième et soixante-sixième sessions de l'Assemblée générale, tenue à New York en 2009 et 2011;
- b) Quarante-neuvième session de la Commission du développement social, tenue à New York du 9 au 18 février 2011;
- c) Quatrième Forum de l'alliance des civilisations, tenu à Doha du 11 au 13 décembre 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation contribue activement à la réalisation de l'objectif n° 3 (promotion de l'égalité des sexes et autonomisation des femmes). Elle exhorte les jeunes femmes à participer à la société et aux activités de la société civile, les encourage, entre autres, à prendre part à ses activités et manifestations et à celles de ses organisations membres, en garantissant le traitement équitable et l'équilibre des sexes dans tous les cas. L'un des principaux domaines d'intervention de l'organisation est l'éducation, formelle et non formelle. La plupart des OMD sont abordés lors de ces manifestations.

5. Partenariat Afrique-Canada

Spécial, 1997

Introduction

Le Partenariat Afrique-Canada a son siège à Ottawa et il est dirigé par un Conseil d'administration composé du même nombre de membres venant du Canada et d'Afrique. L'organisation intervient au plan mondial, mais elle met un accent particulier sur l'Afrique.

Objectifs et mission

Le Partenariat Afrique-Canada collabore avec des organisations en Afrique et au Canada ainsi qu'à l'échelon international en vue de renforcer le développement humain durable en Afrique. L'organisation effectue des recherches et entretient un dialogue de politique sur les questions touchant au développement de l'Afrique. Pendant la période considérée, ses programmes ont porté sur la paix et la sécurité humaine, les droits de l'homme et la bonne gouvernance. L'organisation s'intéresse en particulier au secteur minéral en Afrique centrale et de l'Ouest et à la transparence dans le secteur des industries extractives, d'une manière générale.

Changements à signaler

Le bureau de liaison de l'organisation à Addis-Abeba a fermé en 2009.

Contribution à des activités des Nations Unies

En tant que membre du Processus de Kimberley, l'organisation a contribué à la mise en œuvre de la résolution 55/56 de l'Assemblée générale concernant les travaux du Processus de Kimberley chargé de mettre au point un système international pour éviter le trafic des diamants de la guerre. À cet égard, des mesures précises ont été prises dans des pays comme la Côte d'Ivoire et le Liberia, où l'organisation a collaboré étroitement avec le Groupe d'experts sur le Liberia.

Avec l'appui des Nations Unies, l'organisation a créé, pour la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, un mécanisme régional de certification pour l'étain, le tungstène, le tantale et l'or. L'organisation est le partenaire principal de la Conférence internationale sur la mise en œuvre du mécanisme et a apporté une contribution essentielle à l'élaboration et la mise en œuvre du Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais

provenant de zones de conflit ou à haut risque. À ce titre, l'organisation contribue directement à l'application de la résolution 1952 (2010) du Conseil de sécurité, qui appuie la mise en œuvre des recommandations de devoir de diligence du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo.

En plus de l'appui technique à la gouvernance des ressources naturelles et la certification des minerais dans la région des Grands Lacs, l'organisation a réalisé et publié des travaux de recherche sur la violence sexuelle et autres formes de violence sexiste et a participé activement à la promotion du programme d'action des Nations Unies sur les femmes et la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs, dans l'ensemble de tous ses domaines de programmation et au Canada. L'organisation a coordonné l'élaboration du plan d'action canadien pour la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité. La programmation actuelle examine la participation des femmes à l'exploitation minière artisanale dans la région des Grands Lacs et vise à élaborer et piloter des activités de mise en œuvre effective des plans d'action pertinents sur les femmes et la paix et la sécurité dans le contexte de la gouvernance et de la consolidation de la paix.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil), du 20 au 22 juin 2012. Elle a aussi contribué activement aux réunions biennales de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, de l'Organisation de coopération et de développement économiques et du Forum des Nations Unies sur les chaînes d'approvisionnement responsables en minerais.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUEP), ONU-Femmes, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont contacté l'organisation pour lui demander d'agir en tant que pair évaluateur de leur rapport de politique conjoint sur les femmes, les ressources naturelles et la consolidation de la paix, intitulé, *Les femmes et les ressources naturelles : Libérer le potentiel inexploité dans le domaine du maintien de la paix*.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation estime que ses activités appuient bon nombre des objectifs.

6. Pax Romana

Spécial, 1949

Introduction

Pax Romana est une ONG internationale qui a deux branches : le Mouvement international des intellectuels catholiques (pour les professionnels et les intellectuels, comptant 27 organisations présentes dans 26 pays) et le Mouvement international des étudiants catholiques (pour les étudiants d'université, comptant 79 organisations présentes dans 74 pays sur les cinq continents).

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie à promouvoir une perspective éthique sur l'éducation, le développement social, la paix et la sécurité, les droits de l'homme, le financement du développement, le développement durable, les enfants, les jeunes, les questions des femmes, les droits des peuples autochtones, les codes de conduite fondamentaux des sociétés transnationales, l'équité des salaires et les droits des travailleurs, la coopération et la transparence en matière de fiscalité au plan international, la promotion de la transparence et de la justice par les institutions financières internationales, la gouvernance internationale et la corruption et le dialogue entre les religions et les cultures.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune information fournie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes au cours de la période considérée :

a) À Genève : les sessions ordinaires (de la dixième à la vingt-troisième) et les onzième, treizième et quinzième sessions spéciales du Conseil des droits de l'homme;

b) À New York : la manifestation de lancement officiel de l'Année internationale de la jeunesse : dialogue et compréhension mutuelle à l'Assemblée générale, tenue le 12 août 2010; la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, tenue du 20 au 22 septembre 2010; la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la jeunesse : dialogue et compréhension mutuelle, tenue les 25 et 26 juillet 2011; les quarante-neuvième et cinquantième sessions de la Commission du développement social, tenues en février 2011 et février 2012; la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, tenue du 1^{er} au 12 mars 2010; et la quarante-cinquième session de la Commission de la population et du développement, tenue du 23 au 27 avril 2012;

c) À Vienne : la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, cinquième session (tenue du 18 au 22 octobre 2010); la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, reprise de la dix-huitième session (tenue les 3 et 4 décembre 2009), vingtième session (tenue du 11 au 15 avril 2011) et vingt-et-unième session (tenue du 23 au 27 avril 2012); et la Commission des stupéfiants, reprise de la cinquante-deuxième session (tenue les 1^{er} et 2 décembre 2009), cinquante-quatrième session (tenue du 21 au 25 mars 2011) et cinquante-cinquième session (tenue du 12 au 16 mars 2012).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a participé à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), au Forum

Jeunesse de l'UNESCO et aux travaux des commissions programmatiques mixtes sur le dialogue entre les cultures pour la paix, l'éradication de la pauvreté et les droits de l'homme. L'organisation a également participé aux activités du PNUE et du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) à Nairobi.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a pris des initiatives dans les domaines suivants :

a) Les 14 et 15 juin 2010, elle a participé aux auditions informelles interactives organisées par l'Assemblée générale dans le cadre du processus de préparation de la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement;

b) En janvier 2011, elle a organisé un programme de formation, intitulé « Assessing the past for a better future: HIV/AIDS is still a reality », à l'intention des jeunes de l'Afrique de l'Est;

c) En juin 2011, elle a organisé un programme de formation, intitulé « Good governance and leadership, our key to développement: African youth up against corruption », à l'intention des participants d'Afrique australe;

d) Elle a organisé un programme annuel de stages sur les droits de l'homme à Genève au cours de la période 2009-2012;

e) Elle a organisé un programme mondial annuel de stages à l'intention des étudiants en droit aux Nations Unies à New York, au cours de la période 2009-2012;

f) Les 17 et 18 mars 2011, elle a organisé une session d'études sur l'autonomisation des jeunes femmes pour le nouveau millénaire à New York;

g) En juillet 2011, elle a organisé une session d'études à Cologne (Allemagne), sur le dépassement des frontières, avec 200 participants de 80 pays réunis pour échanger les vues sur les défis confrontant les futures activités des Nations Unies;

h) Elle a organisé une session d'études des Nations Unies sur le rôle du militantisme étudiant dans l'éradication de la pauvreté, du 14 au 16 mars 2012, mettant essentiellement l'accent sur les objectifs du Millénaire pour le développement et les aspects cruciaux du programme de développement des Nations Unies.

7. Internationale des services publics

Spécial, 1997

Introduction

L'Internationale des services publics est la Fédération syndicale mondiale des syndicats du secteur public. Fondée en 1907, elle représente actuellement 671 syndicats affiliés dans 152 pays.

Objectifs et mission

L'organisation coordonne les luttes du secteur public pour faire prévaloir les droits des travailleurs, la justice sociale et économique et des services publics efficaces et accessibles. Ensemble, ces syndicats affiliés organisent plus de 20 millions de travailleurs du secteur public de l'État, du secteur des soins de santé et des services sociaux, des services municipaux et communautaires et des services collectifs publics, en collaborant étroitement avec des organisations internationales, des gouvernements, des groupes de pression de consommateurs, des organisations communautaires, des organisations non gouvernementales et des syndicats.

Changements à signaler

Lors de son congrès mondial de 2012, l'organisation a modifié ses statuts en vue d'inclure dans ses principes et objectifs une référence à la promotion de la justice sociale par le biais du système des Nations Unies, y compris l'Organisation internationale du Travail (OIT), et de promouvoir et mettre en œuvre la Convention concernant les peuples indigènes et tribaux, 1989 (n° 169) de l'OIT, en renforçant la participation active des peuples indigènes à ses programmes d'action pour 2013-2017. Au cours du congrès, Rosa Pavanelli a été nommée Secrétaire générale de l'organisation, devenant ainsi la toute première femme à occuper ce poste.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, l'organisation a :

a) Parrainé et diffusé les activités de recherche sur l'accès aux services publics; contribué aux travaux de la Commission économique pour l'Europe sur l'accès aux services publics; présenté des exposés au Rapporteur spécial sur le droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement; plaidé avec succès pour que l'OIT adhère à ONU-Eau; mis au point des campagnes pour mettre fin à la violence contre les femmes, parallèlement avec la Commission de la condition de la femme; diffusé et intégré les conclusions concertées de la Commission de la condition de la femme dans ses travaux sur les questions liées à la problématique hommes-femmes; plaidé en faveur des conventions et des recommandations de l'OIT et d'autres instruments des Nations Unies; appuyé les membres affiliés dans le cadre de l'utilisation des mécanismes de l'OIT et d'autres mécanismes des Nations Unies;

b) Contribué au *Rapport mondial sur la jeunesse* et plaidé en faveur de ses mécanismes participatifs; organisé des campagnes sur les droits des syndicats se référant aux mécanismes de l'OIT et des Nations Unies, au niveau des pays et au plan mondial; collaboré avec l'OIT sur les droits des syndicats, la migration de la main-d'œuvre, les services publics et de nombreux autres domaines; et appuyé fortement l'Initiative pour un socle de protection sociale et sa mise en œuvre dans tous les pays.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, l'organisation a surtout mis l'accent sur la nécessité de préserver le langage sur le droit à l'eau dans le texte officiel et de renforcer l'organisation de campagnes et les liens avec la société civile, par le biais des travaux de la Conférence mondiale des peuples, se tenant parallèlement. L'organisation était un orateur invité aux journées

de dialogue organisées par le Brésil, avec l'appui des Nations Unies, du 16 au 19 juin 2012. Les représentants de l'organisation aux forums officiels ont plaidé en faveur d'un socle de protection sociale, des services publics de haute qualité et la nécessité d'une imposition équitable pour financer les services publics.

La Commission de la condition de la femme représente une plateforme importante pour les syndicats des services publics et d'autres fédérations internationales. L'organisation a pour objectif de veiller à ce que les questions de travail soient convenablement intégrées dans les résolutions de la Commission et que les syndicats soient reconnus comme partenaires importants dans la lutte pour l'égalité. En tant qu'organisation progressiste, elle œuvre de concert avec la société civile pour une démarche plus inclusive et fondée sur les droits. De même, l'organisation participe activement à la Conférence internationale du travail, tant au stade de la préparation que durant la Conférence, pour s'assurer que les questions du secteur public sont suffisamment traitées.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation est membre du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement, membre du comité directeur du programme de l'Alliance mondiale des opérateurs du secteur de l'eau d'ONU-Femmes et principal partenaire pour les activités du secteur public de l'OIT. Elle coopère avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur les politiques de santé et les droits des agents sanitaires.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a élaboré la notion de partenariat public-privé pour l'aide au développement entre les services publics d'approvisionnement en eau. Elle a mené avec l'Union européenne une campagne efficace en faveur de la création d'un fonds d'aide spécifique pour les services publics de distribution dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Elle a fourni des programmes d'éducation à ses membres dans 152 pays sur les objectifs du Millénaire pour le développement et le programme de développement pour l'après-2015, et contribué aux travaux du Bureau des activités pour les travailleurs de l'OIT sur les objectifs et sur le programme de développement pour l'après-2015.

8. Save the Children International

Général, 1993

Introduction

Save the Children International est l'organisation indépendante la plus importante au monde pour les enfants. L'organisation intervient dans le domaine humanitaire et celui du développement. En 2012, elle a marqué la vie de plus de 125 millions d'enfants à travers le monde.

Objectifs et mission

La vision de l'organisation est celle d'un monde où chaque enfant jouit du droit à la survie, à la protection, au développement et à la participation. Elle a pour mission d'inspirer et de favoriser des percées dans la manière dont le monde traite les enfants et de réaliser un changement immédiat et durable dans leur vie. Ses activités portent essentiellement sur les domaines suivants : santé et nutrition, éducation, protection de l'enfant et gouvernance des droits de l'enfant.

Changements à signaler

L'organisation a une structure intégrée qui lui permet de gérer ses programmes dans le monde entier et de parler d'une seule voix. Elle est sur le point de joindre ses forces à celles de Merlin, une organisation caritative internationale dans le domaine de la santé.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation appuie l'action menée dans le cadre de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme et de l'enfant du Secrétaire général, en collaborant avec l'initiative « Toutes les femmes, tous les enfants » et en coparrainant des manifestations pour la communauté des Nations Unies.

L'organisation appuie activement le Conseil économique et social et contribue régulièrement à la Commission de la condition de la femme et à la Commission de la population et du développement. À ce titre, elle organise des manifestations sur le thème choisi qui cible les droits des enfants et elle fait venir des experts du monde entier pour animer des tables rondes.

L'organisation présente des exposés au Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé, ainsi que dans le cadre de réunions bilatérales avec des membres du Conseil.

Elle participe activement au Comité des organisations non gouvernementales sur le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et au Groupe de travail des organisations non gouvernementales sur le Conseil de sécurité. Elle participe également aux réunions mensuelles organisées par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires avec les organisations de la société civile et présente des exposés sur demande.

L'organisation participe au réseau de la société civile qui formule des suggestions pour le processus d'examen périodique universel pour les pays dans lesquels elle intervient.

L'organisation participe aux réunions du Conseil d'administration de l'UNICEF et formule des recommandations dans ses domaines d'intervention.

L'organisation collabore avec le groupe de travail sur la politique étrangère et la santé mondiale sur la résolution de celui-ci à l'Assemblée générale, en fournissant une expertise technique et en proposant des révisions aux textes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation participe à des conférences internationales des Nations Unies, comme la Conférence des Nations Unies sur le développement durable ainsi qu'aux sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones.

Des représentants de l'organisation ont assisté à la journée des discussions générales du Comité des droits de l'enfant consacrée aux droits de tous les enfants dans le contexte des migrations internationales, tenue à Genève en septembre 2012 et l'organisation a aidé deux enfants à s'adresser au Comité pour parler de leurs expériences personnelles.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation est opérationnelle dans plus de 120 pays et œuvre en étroite collaboration avec les Nations Unies et ses différentes institutions dans chaque pays. En 2012, elle a signé avec l'UNICEF une lettre de coopération indiquant les domaines prioritaires cruciaux de collaboration. Elle a contribué au rapport annuel du Secrétaire général sur les enfants et le conflit armé au niveau du terrain dans divers pays, entre 2009 et 2012. Elle a codirigé le Module mondial de l'éducation.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les progrès décisifs de l'organisation dans les domaines de l'éducation et de la santé et de la nutrition visent à atteindre les cibles fixées pour les objectifs n^{os} 1 à 5. Sa campagne « Rewrite the future » (2006-2010) appuyait directement la réalisation de l'objectif n^o 2 et a bénéficié à plus de 10 millions d'enfants, en garantissant l'accès à l'éducation pour 1,64 million d'enfants. Sa campagne mondiale actuelle, « Tous et chacun », vise à permettre la réalisation de l'objectif n^o 4. L'organisation publie chaque année un rapport sur la situation des mères dans le monde, mettant en évidence les obstacles auxquels se heurte la réalisation des objectifs n^{os} 4 et 5.

9. Social Accountability International

Spécial, 1997

Introduction

Social Accountability International est une organisation à but non lucratif qui vise essentiellement à améliorer les lieux de travail et les communautés en élaborant et en mettant en œuvre les normes de responsabilité sociale.

Objectifs et mission

L'organisation rassemble des parties prenantes, des entreprises, des ONG, des syndicats et des gouvernements aux fins de mettre en œuvre des programmes de recherche, de formation et d'assistance technique. Elle collabore avec des marques et des détaillants internationaux, avec divers syndicats représentant plus de 15 millions de travailleurs, et avec des ONG. L'organisation travaille en partenariat avec un réseau mondial de groupes d'audit dénommés « organismes de certification », qui certifient des entreprises et des installations de production comme répondant à la norme SA8000. Celle-ci est une norme d'avant-garde qui

inclut le contrôle par des tiers et des systèmes de gestion novateurs. En tant que norme volontaire, SA8000 constitue un cadre durable de l'amélioration de la situation sociale qui est robuste, mais aussi souple et pragmatique. L'organisation fonctionne à l'échelle mondiale, comptant des bureaux au Brésil, en Chine, aux États-Unis d'Amérique, en Inde, au Nicaragua et aux Pays-Bas. La norme repose sur les conventions de l'OIT et des Nations Unies et elle est donc considérée comme incorporant les principes les plus robustes concernant l'observation des droits de l'homme sur le lieu de travail.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a participé à diverses réunions organisées par les Nations Unies, y compris celles du Conseil économique et social. Elle a, par exemple, assisté à des réunions d'information de l'OIT consacrées à divers sujets, notamment les droits en matière de travail et le travail forcé.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a collaboré avec le Pacte mondial et ONU-Femmes en vue de réaliser des travaux de recherche et de mettre au point des outils de promotion des droits en matière de travail.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a participé à des réunions du Pacte mondial, du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises et de l'Initiative des chefs d'entreprise pour les droits de l'homme. L'organisation est membre fondateur et participant au comité directeur de Business Principles for Countering Bribery.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs en Amérique centrale, en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie. Les principales mesures prises étaient les suivantes :

a) Objectif n° 1 : l'organisation a appliqué les normes de droits en matière de travail/salaire telles qu'elles sont définies dans la norme SA8000, intéressant plus de 1 million de travailleurs dans plus de 2 000 installations certifiées situées dans 68 pays;

b) Objectif n° 3 : l'organisation a collaboré avec le ministère du Développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur un programme portant sur des milliers de femmes qui travaillent dans le secteur du vêtement en Inde. L'organisation a aussi une forte présence dans le secteur du vêtement au Bangladesh, où elle offre des formations sur les droits en matière de travail et la sécurité incendie. Les travailleurs du secteur du vêtement représentent le plus grand pourcentage de travailleurs dans les installations certifiées à la norme SA8000, qui comptent près de 300 000 travailleurs. Les

femmes représentent plus de 80 % des travailleurs de ce secteur et la promotion de la norme garantit leur protection contre les pratiques discriminatoires sur le lieu de travail et favorise la stabilité pour leurs familles;

c) Objectif n° 7 : l'organisation continue d'intervenir dans le secteur agricole en Chine et en Amérique centrale (République dominicaine, Honduras et Nicaragua) sur des cultures comme le coton, la canne à sucre et le café. Les programmes visent principalement à protéger les droits du travail des exploitants agricoles et à faire en sorte que les employeurs, les travailleurs, les syndicats et les ministères se conforment à la législation nationale et internationale du travail.

L'organisation a aussi collaboré avec le Fonds mondial pour la nature International à l'élaboration de normes intégrées (environnementales et sociales) dans le domaine de l'aquaculture. D'autres programmes conjoints sont à l'étude.

10. Société internationale pour le développement

Général, 1981

Introduction

La Société internationale pour le développement est un réseau international non gouvernemental de particuliers et d'organisations fondé en 1957 aux fins de promouvoir la justice sociale et de favoriser la participation démocratique. Grâce à des programmes et des activités d'inspiration locale, l'organisation renforce le pouvoir d'action collectif, facilite le dialogue et les échanges de connaissances sur les stratégies de développement centré sur la population et favorise l'évolution des politiques vers l'inclusion, l'équité et la viabilité. L'organisation compte plus de 30 sections et 3 000 membres dans plus de 50 pays.

Objectifs et mission

La vision et les valeurs fondamentales de l'organisation comprennent le respect de la dignité humaine et des droits de l'homme, l'attachement sans faille à la justice sociale et la parité hommes-femmes, l'engagement envers un développement durable centré sur la population, l'appréciation de la diversité ethnique, culturelle, religieuse et politique et la reconnaissance du fait que les biens publics mondiaux nécessitent un engagement commun et la coopération internationale.

Changements à signaler

Les membres de l'organisation au plan mondial ont approuvé des légères modifications à ses statuts en 2011, la plus importante étant la réduction de la taille de son organe directeur. Au cours des quatre dernières années, l'organisation a également fait avancer son processus de décentralisation. Tout en maintenant son siège officiel à Rome, elle a dévolu de nombreuses fonctions aux bureaux locaux de Nairobi, Dar es-Salaam, Buenos Aires, La Paz, La Haye et Washington, D.C.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les activités de l'organisation sont étroitement liées à celles des Nations Unies au niveau national, régional et mondial. La meilleure illustration de cette étroite

liaison est l'éventail des questions traitées dans la revue trimestrielle de l'organisation *Development* :

a) 2009 : sexualité et développement (mars); pouvoir, mouvements et changement (juin); au-delà de l'économie (septembre); et xénophobie, culture et identité (décembre);

b) 2010 : nouvelles institutions pour le développement (mars); genre et autonomisation (juin); appui aux économies locales (septembre); et éducation pour la transformation (décembre);

c) 2011 : usurpations de terres dans le monde (mars); défis de la viabilité (juin); villes viables (septembre); et cosmovisions (décembre);

d) 2012 : écologisation de l'économie (mars); citoyens en action (juin); genre et justice économique (septembre); et stratégies africaines pour la transformation (décembre).

Par-delà leur large répartition, toutes ces questions sont présentées et débattues par le réseau mondial des sections de l'organisation.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a régulièrement participé aux principales réunions des organes suivants des Nations Unies : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international pour le développement agricole, PNUE, ONU-Habitat, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et ONU-Femmes. Les principales manifestations auxquelles l'organisation a pris part à New York comprennent la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 1^{er}-12 mars 2010) et la soixante-septième session de l'Assemblée générale.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En dehors des activités régulières de l'organisation auxquelles s'associent de près de nombreuses institutions des Nations Unies (par exemple, ONU-Femmes, PNUD, FNUAP, ONUDI et les organisations basées à Rome) aux niveaux mondial et national (les sections de l'organisation), elle a œuvré en étroite collaboration avec plusieurs organismes des Nations Unies durant la période 2009-2012. Quatre principaux exemples peuvent être cités à cet égard :

a) La coopération avec le PNUD pour l'initiative de Plateforme développement humain 2010 (le directeur général de l'organisation a coprésidé le groupe de travail du *Rapport sur le développement humain*);

b) Le projet conjoint de coopération technique entre l'organisation et le FNUAP sur les réponses aux crises des soins, 2010-2011;

c) Le congrès mondial de 2011 de l'organisation sur le thème « Our common challenge: a world moving towards a sustainable future », auquel ont participé l'Administrateur adjoint du PNUD, le Directeur général de l'ONUDI et le Directeur exécutif du FNUAP, entre autres représentants des Nations Unies, en plus du Président et du Directeur général de la Banque mondiale et du Président de la Banque africaine de développement;

d) Le numéro de mars 2012 de la revue de l'organisation, *Development*, sur l'écologisation de l'économie, publié en partenariat avec l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La plupart des activités de l'organisation sont directement liées aux objectifs n^{os} 1, 3 et 8, mais elle a participé très activement à l'examen du cadre des objectifs et du programme de développement pour l'après-2015. Plus particulièrement, l'organisation a servi, à partir de septembre 2012, de conseiller au Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015. Sa revue, *Development*, a publié régulièrement des articles et des entretiens portant sur les objectifs et le programme de développement pour l'après-2015.

11. Society for Threatened Peoples

Spécial, 1993

Introduction

La Society for Threatened Peoples est une organisation de défense des droits de l'homme qui fait campagne pour les droits des minorités ethniques et religieuses dans le monde. Elle a joué un rôle de premier plan à l'ONU en défendant les droits des peuples autochtones et en œuvrant à la rédaction de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Objectifs et mission

L'organisation fait campagne avec les minorités ethniques et religieuses, les nationalités et les peuples autochtones persécutés et en leur nom. L'organisation prend la défense des victimes des crimes contre l'humanité, en identifiant par leur nom les personnes qui commettent ces crimes et leurs complices. Les principales activités de l'organisation ont surtout consisté à prendre part aux travaux du Conseil des droits de l'homme, de l'Instance permanente sur les questions autochtones et de plusieurs sous-commissions.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation fait constamment campagne en faveur de la sécurité alimentaire et contre les usurpations de terres. Elle préconise régulièrement l'instauration de liens entre le développement économique et la viabilité environnementale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La participation de l'organisation a notamment consisté à assister à des sessions du Conseil des droits de l'homme (de la dixième à la vingt-cinquième), tenues à Genève, et à y présenter des exposés écrits et oraux. Elle a parrainé des

manifestations en marge des sessions du Conseil (onzième, quinzième, seizième, dix-neuvième et vingt-cinquième, de 2009 à 2012). Elle a aussi parrainé une manifestation parallèle immédiatement avant la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

Au cours de la période considérée, l'organisation a présenté des exposés écrits au Groupe de travail sur l'examen périodique universel, lors de ses sixième, huitième, neuvième, onzième, douzième, quatorzième, quinzième et seizième sessions, tenues à Genève. Elle a également présenté un exposé oral à la onzième session du Groupe de travail et un autre exposé oral à la Conférence d'examen de Durban, tenue à Genève du 20 au 24 avril 2009. Elle a soumis un rapport officiel au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale en juin 2009.

Les représentants de l'organisation ont participé à la neuvième session du Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visée à l'annexe I, au titre du Protocole de Kyoto, tenue à Bangkok du 28 septembre au 9 octobre 2009 et à Barcelone (Espagne) du 2 au 6 novembre 2009; à la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Copenhague du 7 au 18 décembre 2009; aux cinquante-troisième, cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions de la Commission des stupéfiants, tenues à Vienne en mars 2010, 2011 et 2012; à la seizième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Cancun (Mexique) du 29 novembre au 10 décembre 2010; à la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York du 7 février au 9 mars 2012; à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable; et à la cinquième session du Forum sur les questions relatives aux minorités, tenue à Genève en novembre 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a milité avec le Programme alimentaire mondial en faveur d'une plus grande sécurité alimentaire.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a continué d'appuyer les programmes de cuisine solaire pour les réfugiés du Darfour. Elle milite en faveur de la sécurité alimentaire, appuie les éleveurs nomades et l'instauration de liens entre le développement économique et les pratiques économiques éthiques. De concert avec les autorités locales, l'organisation a contribué à l'amélioration de la situation médicale des albinos en République-Unie de Tanzanie. Elle a continué de militer en faveur des esclaves et d'anciens esclaves de Mauritanie.

12. Fondation Trauma

Spécial, 2001

Introduction

La Fondation Trauma est membre fondateur du Réseau international d'action contre les armes légères et elle participe régulièrement depuis 2001 à des activités

du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.

Objectifs et mission

La mission de l'organisation, fondée en 1981, consiste à réduire les blessures et les décès liés aux blessures grâce à la prévention, l'amélioration de soins en cas de traumatisme et l'amélioration de la réhabilitation. Les activités de prévention sont concentrées en particulier sur les blessures et les décès provoqués par les armes à feu.

En Californie, la collaboration de l'organisation avec les communautés locales et les autorités de l'État, à la lutte contre la prolifération des armes légères aux États-Unis, a abouti à l'interdiction des armes à bon marché (1999) et faciles à acquérir et des fusils pour tireurs d'élite de calibre 50 (2004) ainsi que d'autres mesures de contrôle des armes légères. En 1998, elle a créé « Bell Campaign », le premier mouvement national de contrôle des armes à feu dirigé par les survivants aux États-Unis. En 2000, le mouvement est devenu la « Million Mom March » en 2000.

Depuis 1998, l'organisation a reçu un financement pour des recherches sur des questions internationales de contrôle des armes à feu et a fourni des informations à la communauté internationale de contrôle des armes par l'intermédiaire de son site Web.

Changements à signaler

Pas de changements à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation est un des promoteurs du site Web GunPolicy.org, le plus grand site Web au monde qui appuie le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Le site a reçu 1,5 million de visiteurs uniques durant la période considérée et indique des milliers d'hyperliens au site Web du Bureau des affaires de désarmement du Secrétariat (www.poa-iss.org) à l'appui du Programme d'action.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Un ou plusieurs représentants de l'organisation participent et le plus souvent présentent les résultats de la recherche à chaque réunion biennale des États consacrée à la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, ainsi qu'à chaque conférence des Nations Unies sur l'examen des progrès enregistrés dans la mise en œuvre du Programme d'action.

Ces dernières années, l'organisation a souvent été invitée à prendre part à des conférences en tant que délégué des ONG dans la délégation officielle d'un État Membre et/ou en tant que représentant régional du Réseau international d'action contre les armes légères, l'ONG nommée par le Bureau des affaires de désarmement pour gérer la participation de la société civile aux réunions.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation collabore avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Bureau des affaires de désarmement, l'OMS, le Registre ONU des armes classiques et d'autres organismes des Nations Unies, en vue de diffuser les données pertinentes et les résultats de la recherche sur le Programme d'action au public mondial de l'internet.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Lors de chaque réunion du Programme d'action à New York, un représentant de l'organisation prenait également les dispositions nécessaires pour la participation de représentants régionaux et de survivants de la violence armée, provenant en particulier de la région du Pacifique, et presque toujours celle d'un membre d'un groupe de femmes, pour parler de l'impact négatif sur les objectifs du Millénaire pour le développement de la prolifération et du mauvais usage des armes légères illicites en Océanie.

13. Verein Südwind Entwicklungspolitik

Spécial, 2009

Introduction

Verein Südwind Entwicklungspolitik est une ONG autrichienne d'envergure nationale avec des racines régionales. L'organisation centre son action sur le développement durable au plan écologique, économique et social et elle est déterminée à réduire l'écart entre le Nord et le Sud.

Objectifs et mission

L'organisation prend à cœur un ordre économique mondial juste du point de vue à la fois social et économique. Elle souscrit au renforcement des volets participatifs de la démocratie représentative et de la promotion des droits de l'homme.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Compte tenu de l'importance qu'elle accorde aux droits de l'homme, l'organisation dispose aux sessions du Conseil des droits de l'homme d'un représentant régulier qui, non seulement y présente des exposés écrits et oraux, mais organise également des manifestations parallèles. Étant située à Vienne, une ville siège des Nations Unies, l'organisation est très attentive aux activités des organisations des Nations Unies basées à Vienne, en particulier du point de vue de leurs rapports avec le développement. Au cours des quatre dernières années, l'organisation a joué un rôle de premier plan dans la mise en place d'un comité des ONG sur le développement durable, qui se réunit régulièrement au Centre international de Vienne. Dans le contexte de ce comité, l'organisation a pris la

relève afin de garantir la viabilité sociale et environnementale et la justice. Le comité met actuellement au point une position sur les objectifs de développement durable et suit le débat au sein de la Commission du développement durable.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2009, l'organisation a participé à New York à deux réunions liées aux changements climatiques : le sommet sur les changements climatiques tenu le 22 septembre et le débat connexe à la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale. De 2010 à 2012, l'organisation a participé à la quatorzième et à la vingt-et-unième sessions du Conseil des droits de l'homme, tenues à Genève. Elle a aussi pris part à la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York du 27 février au 9 mars 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Grâce à son vaste réseau de défenseurs des droits de l'homme en République islamique d'Iran (un projet financé par l'Union européenne pour un montant de 600 000 euros), l'organisation a appuyé les activités du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran. Elle a aussi fourni des études de cas et d'autres données permettant d'élaborer et d'affiner les procédures spéciales pour le Conseil des droits de l'homme.

L'organisation a aussi maintenu des relations de travail avec d'autres rapporteurs spéciaux des Nations Unies dans des domaines liés aux droits des minorités ethniques et religieuses, à la liberté d'expression et de réunion ainsi qu'à la torture.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Dans les années précédant la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, l'organisation, de concert avec d'autres ONG en Autriche, a lancé plusieurs propositions liées aux objectifs du Millénaire pour le développement, sous le titre « Justice in a finite world ». L'initiative (comportant l'organisation de 50 manifestations) mettait surtout l'accent sur les politiques de développement et l'environnement. Les propositions de politiques élaborées ont été en fin de compte présentées au Ministère fédéral autrichien de l'agriculture, de la foresterie, de l'environnement et de la gestion de l'eau et ont été par la suite intégrées dans l'exposé du gouvernement à la Conférence. La mise en place d'un échantillon représentatif des ONG intéressées par les questions de développement, dont l'organisation était un membre fondateur, a fortement contribué à sensibiliser davantage aux objectifs du Millénaire pour le développement. Une initiative parallèle a également été lancée pour suivre les développements liés au climat auxquels s'intéressent les Nations Unies.

L'organisation a été l'un des principaux promoteurs des activités liées à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, principalement dans le contexte de son programme mondial d'apprentissage, visant les écoles et les établissements d'éducation des adultes.

14. Vrienden van Congo

Spécial, 2009

Introduction

Vrienden van Congo continue à œuvrer dans différents secteurs de la vie sociale en République démocratique du Congo depuis 2009. Les différentes actions sont organisées et suivies au travers des partenariats initiés avec différentes organisations locales. En 2010, sur décision de l'assemblée générale, le siège a été délocalisé de la Belgique pour la République démocratique du Congo. Cette décision faisant suite à l'inefficacité des actions menées à distance a permis l'organisation de coordonner plus facilement les activités et ainsi obtenir des résultats plus que satisfaisants en rapport aux objectifs que l'organisation s'est assignée.

Pour la période 2009-2012, nous avons essentiellement été actifs dans trois secteurs, à savoir, l'agriculture, la formation (l'éducation) et le renforcement des capacités.

Objectifs et mission

L'organisation travaille dans le secteur agricole pour augmenter la production de manioc dans la région de Pay Kongila afin de proposer des prix attractifs à la vente à l'arrivée à Kinshasa et pour permettre aux agriculteurs d'obtenir des revenus plus importants par la minimisation des coûts de production que l'organisation a fourni (engrais, ustensiles, médicaments et moyen de transport).

Dans le domaine de l'éducation et de la formation, l'organisation travaille pour élargir le champ de la recherche scientifique par l'apport de nouvelles éditions selon les filières retenues et d'autres, et pour renforcer l'accessibilité aux nouvelles technologies de l'information. En outre, l'organisation travaille à renforcer des capacités d'auto prise en charge; renforcer les capacités des institutions de microfinance; renforcer la portée de la radio communautaire Mijas Congo; et améliorer l'accès au microcrédit.

Changements à signaler

L'assemblée générale de l'organisation a décidé à l'unanimité de délocaliser le siège de l'association et entamer une démarche d'octroi de la personnalité juridique en République démocratique du Congo. Suite à la délocalisation du siège et la fermeture de ses bureaux en Belgique, l'association a choisi de mettre à profit un domaine de 13 hectares qu'elle détient depuis 2009 à Kimwenza. Cinquante pour cent de ces terres sont exploitées par des organisations locales aux fins commerciales pour financer les activités de l'association. Des légumes et fruits entretenus sans engrais chimique sont conditionnés et mise sur le marché pour financer les activités de l'association.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue aux activités des Nations Unies dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement en luttant contre la pauvreté dans les milieux ruraux par le biais de l'agriculture associative et le commerce équitable Sud-Sud.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- 14 et 15 juin 2010, auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile et le secteur privé
- 3 au 14 mai 2010, dix-huitième session de la Commission du développement durable
- 1^{er} au 12 mars 2010, cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme
- 3 au 12 février 2010, quarante-huitième session de la Commission du développement social
- 18 au 27 mai 2009, Comité chargé des organisations non gouvernementales (reprise de sa session de 2009)

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Agriculture : meilleure productivité des associations agricoles, baisse des prix et amélioration des termes de l'échange; et amélioration de la qualité de vie des agriculteurs de la région conséquente à l'augmentation des revenus.

Éducation et formation : amélioration en quantité et qualité de l'offre de la bibliothèque en ouvrages; et meilleur accès aux technologies de l'information (Internet).

Renforcement des capacités : meilleure approche pour redéfinir les stratégies pour aborder le marché dans le cadre des institutions de microfinance.

15. Wellesley Centers for Women

Spécial, 2001

Introduction

L'organisation Wellesley Centers for Women vise à instaurer le changement social grâce à ses projets de recherche sur les sciences sociales et ses programmes de formation. Les perspectives et l'expérience des femmes sont au cœur de ses activités, l'accent étant mis sur trois grands domaines : la situation des femmes et des filles et la promotion de leurs droits humains aux États-Unis et dans le monde; l'éducation, les soins et le développement des enfants et des jeunes; et le bien-être psychologique des familles et des personnes. L'organisation effectue la recherche avancée et met en œuvre de solides programmes d'action centrés sur les perspectives et les expériences des femmes et veille à ce que ces activités atteignent un grand nombre de personnes et influencent ainsi les politiques et les programmes publics.

Objectifs et mission

Les questions de diversité et d'équité occupent une place centrale dans toutes les activités de l'organisation, de même que l'expérience et les perspectives des femmes de tous horizons et cultures. Grâce à son effectif de plus de 70 membres à plein et à temps partiel et quelque 45 projets de recherche et de recherche-action, l'organisation a, depuis 1974, produit plus de 400 documents, rapports et programmes d'études et plus de 200 articles de revues savantes et 100 livres. Ces travaux ont permis de former des milliers de participants et induit des changements cruciaux dans les politiques, perceptions et pratiques publiques.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué ainsi qu'il suit dans les domaines ci-après :

a) Elle a participé au suivi de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de la Convention relative aux droits de l'enfant et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;

b) Lors de la quatrième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, tenue à New York en septembre 2011, elle a servi d'animatrice dans une manifestation parallèle intitulée « Gender perspectives: using international law to advance the rights of women and girls with disabilities »;

c) Elle a servi d'animatrice lors d'une manifestation en marge de la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York en 2011, consacrée à l'élargissement de l'accès aux possibilités d'éducation et d'emplois pour les filles et les femmes handicapées dans les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques;

d) Elle a servi d'animatrice lors d'une manifestation en marge de la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York en 2010, intitulée « Cross-sectionalities of gender, disability and development: towards equality for women and girls with disabilities »;

e) En qualité de membre du conseil consultatif du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation, elle a participé à un atelier sur les directives d'évaluation de l'égalité des sexes et des droits de l'homme, tenu à New York en février 2009;

f) Elle a organisé des conférences sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées au Bangladesh et au Népal avec des organisations locales et des ONG (janvier 2009).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la quarante-septième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, tenue à Genève en novembre 2012, aux sessions de la Commission de statistique, tenues à New York de 2009 à 2012 et aux cinquante-troisième, cinquante-quatrième, cinquante-cinquième et cinquante-

sixième sessions de la Commission de la condition de la femme, tenues à New York de 2009 à 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En tant que conseiller au Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, l'organisation a élaboré un document d'orientation sur le genre et le handicap qui servira, pour les équipes de pays des Nations Unies, de note d'orientation sur l'intégration des droits des personnes handicapées dans la programmation des Nations Unies au niveau des pays.

L'organisation a contribué à l'analyse et la cartographie des législations régionales de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale à l'intention des partenaires régionaux. Cette activité menée par le FNUAP était le résultat de l'analyse des législations réalisée par le Bureau sous-régional pour l'Europe de l'Est et l'Asie centrale d'ONU-Femmes sur les nouveaux développements des législations relatives sur l'égalité des sexes en Europe de l'Est et en Asie centrale.

En collaboration avec le FNUAP et le Département des affaires économiques et sociales, l'organisation a élaboré un outil intitulé « Disability rights, gender, and development: a resource tool for action ». L'organisation a aussi contribué à un projet d'indicateurs du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève en avril 2009.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a participé, à titre de membre au groupe d'experts sur la recherche, à la réunion du groupe d'experts sur la prise en compte systématique des handicaps dans les politiques, les processus et les mécanismes des objectifs du Millénaire pour le développement, tenue du 14 au 16 avril 2009.